



Les prévisions de croissance de la Tunisie en 2018 et 2019, selon la BAD

Le taux de croissance réel du PIB de la Tunisie pourrait atteindre 2,8% en 2018 et 3,5% en 2019, mais elle demeure encore faible. C'est ce qu'estime Assitan Diarra-Thioune, économiste régional pour l'Afrique du Nord à la Banque africaine de développement (BAD), qui présentait, lundi 12 mars, le rapport sur "les Perspectives économiques en Afrique 2018", dédié à l'Afrique du Nord (Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie).

"Cette réalisation est sous réserve d'une accélération des réformes structurelles, d'une montée en puissance de l'appareil industriel pour répondre à la demande extérieure et de l'atténuation du caractère cyclique de la croissance du secteur agricole", lit-on dans le rapport.

L'atteinte des taux de croissance ambitionnés est tributaire de la capacité du pays à conforter et poursuivre la croissance, notamment de l'industrie manufacturière et non manufacturière (phosphate, pétrole et gaz) ainsi que des services marchands.

Le rapport montre que plusieurs facteurs positifs devraient soutenir la croissance de la Tunisie en 2017 puis en 2018-2019.

La politique de sécurité instaurée après les attentats de 2015 a clairement porté ses fruits, s'agissant surtout du tourisme avec une augmentation du flux touristique de 32% en 2017, ce qui devrait améliorer la balance des paiements et contribuer à stabiliser le dinar.

La production et les exportations de phosphate ont fortement rebondi et l'investissement (étranger et national) commence à afficher des signes de reprise.

La Tunisie continue également à bénéficier d'un solide appui de la communauté internationale.

La croissance devrait également bénéficier de la poursuite de la reprise dans la zone euro, en particulier en Espagne, Allemagne et France, et qui devrait tirer les exportations à la hausse.

Enfin, la Tunisie pourrait également toucher les dividendes de certaines réformes stratégiques adoptées depuis 2015, telles que la loi du 27 novembre 2015 sur les partenariats public-privé et celle du 30 septembre 2016 sur l'investissement visant à dynamiser le taux d'investissement, conformément au Plan de développement 2016-2020, taux dont la part qui était de 19% du PIB en 2016 passerait à 24% en 2020.

Le rapport cite aussi des facteurs négatifs. Depuis 2011, les comptes publics du pays ont continué à se détériorer, déplore le rapport de la BAD. Dominée par les dépenses courantes (72% du budget en 2017), la dépense publique ne correspond pas aux besoins d'investissement, notamment dans les infrastructures.

Malgré quelques avancées, les progrès des réformes structurelles engagées, depuis 2013, demeurent limités en raison de la résistance au changement du modèle de développement qui a accompagné l'économie tunisienne depuis les années 70.

L'accélération des réformes demeure incontournable pour que la Tunisie continue de bénéficier de l'appui des partenaires au développement et de la confiance des marchés pour le (re)financement de sa dette.

Les autres facteurs négatifs à moyen terme sont une détérioration de la sécurité due à la crise libyenne et une possible résurgence de conflits sociaux liés à la réforme du secteur public et à la détérioration du pouvoir d'achat. Les vulnérabilités macroéconomiques se sont aggravées.

La dette publique était estimée à 70% du PIB à la fin de 2017, le compte courant affiche un déficit à deux chiffres et les réserves en devises de la Banque centrale ont baissé.

En outre, la loi de finances 2018 vise à réduire le déficit budgétaire à moins de 5% du PIB, mais cet ambitieux objectif ne sera pas facile à atteindre.

La stratégie fiscale de l'Etat et une réforme complète de la fonction publique devront être mises en œuvre. Une réduction des subventions à l'énergie, qui profitent de manière disproportionnée aux plus riches, et la poursuite de la réforme de la sécurité sociale peuvent aider à stabiliser les déficits publics et la dette.

Un autre défi majeur pour les années à venir est de lever les principaux obstacles à la croissance et à la création d'emplois – notamment en simplifiant le cadre réglementaire pour résoudre les problèmes de prêts non productifs et de gouvernance des banques publiques, et ainsi élargir l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) au financement bancaire.

La Tunisie pourrait également adopter un plan pour stimuler de nouvelles industries à fort potentiel compétitif, susceptibles d'absorber le vaste réservoir de travailleurs qualifiés sous-employés du pays.

Le ministre du Développement, de l'Investissement et de la coopération internationale Zied Ladhari, qui assistait au lancement dudit rapport, a mis l'accent sur l'impératif de s'orienter vers le marché africain pour mieux renforcer les échanges commerciaux et la coopération économique, qui est un choix stratégique pour le pays.

L'économie africaine est une économie vitale et sera plus dynamique au cours des prochaines années, d'autant plus que la croissance mondiale sera tirée principalement du continent africain.

De son côté, Mohamed El Azizi, directeur général de la BAD pour la Région Afrique du Nord, a fait savoir que la stratégie de la banque en Tunisie est de se focaliser sur les secteurs industriels, notamment dans les régions intérieures, pour y promouvoir la création d'emplois.

Source : Web manager center